

rait-il—moi qui n'ai pas l'esprit très vif, ces choses-là m'embrouillent—quelle est au juste la différence entre un programme fondé sur les besoins et celui qui repose sur l'évaluation des ressources?

M. Haidasz: J'en suis incapable. Je sais, par contre, que des négociations se poursuivent entre les fonctionnaires du Bien-être des gouvernements provinciaux et les autorités fédérales. Nous en attendons le résultat et une conférence fédérale-provinciale spéciale du bien-être doit avoir lieu à la fin du mois. Nul doute—du moins je l'espère—que nous pourrions tous savoir alors la différence.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Mes premières paroles en cette Chambre, monsieur l'Orateur, sont pour remercier le premier ministre (M. Pearson) et le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) de la manière si émouvante dont ils ont rendu hommage l'autre jour à la mémoire de deux anciens membres de cette Chambre que je connaissais très bien, avec qui j'ai été associée très longtemps, et qui avaient consacré le meilleur de leur vie au service de la Chambre et du pays. Comme membre du groupe siégeant dans ce coin-ci de la Chambre, j'estime que la tâche primordiale du gouvernement c'est d'aider une collectivité de personnes à agir en commun pour obtenir ce qu'il leur faut mais qu'ils ne pourraient obtenir individuellement. Je me hâte de rassurer ceux qui trouveraient trop radicale cette définition des fonctions du gouvernement; c'est Abraham Lincoln qui l'a donnée il y a un siècle. C'était alors une idée d'avant-garde et nous n'avons pas encore réussi à la rattraper. Nous commençons juste à en reconnaître le bien-fondé.

● (3.30 p.m.)

J'ai bien peur que, dans cette optique, le discours du trône, qui renferme le programme législatif du gouvernement pour cette session, laisse fort à désirer. Il est rempli de bonnes choses. C'est un véritable salmigondis de mesures pour aider divers secteurs de l'économie, mais ce qui semble faire défaut, c'est l'objectif en vue duquel on veut développer l'économie. Je sais qu'il est souhaitable et nécessaire d'édifier notre économie, mais à quelles fins?

Certains d'entre nous estiment qu'une économie équilibrée doit servir au mieux-être des citoyens, à l'établissement de conditions grâce auxquelles chacun peut développer toutes ses aptitudes dans le milieu le plus

favorable. Le sociologue américain, Lewis Mumford, a exprimé cette idée beaucoup mieux que moi. Je cite:

La véritable pierre de touche d'un régime économique... ce n'est pas les tonnes de fer, les réservoirs de pétrole ou les vastes quantités de tissu qu'il produit. C'est, en définitive, les produits ultimes de ce régime—les hommes et les femmes qu'il suscite, l'ordre, la beauté, l'équilibre de leurs collectivités.

Sous cet angle, le discours du trône est lamentablement insuffisant. Il n'y est pas question d'une étude sur l'ensemble de la population canadienne ni des moyens que nous prenons pour mettre au point un programme complet en vue de l'épanouissement de notre peuple. Pour moi, la population canadienne et l'économie canadienne ne signifient pas la même chose. Les deux ne sont pas nécessairement rattachées l'une à l'autre et le bien-être de la première n'aboutit pas toujours automatiquement à la bonne marche de la seconde. On trouve dans le discours du trône la phrase suivante:

Notre pays connaît une ère de prospérité et de croissance sans pareille.

C'est en effet exact, en ce qui concerne l'économie et la situation de certaines gens qui en font partie, mais on ne voit dans le discours du trône aucune tentative de longue portée en vue de repérer les points faibles, du côté de la population, et d'assurer des mesures à long terme pour y remédier. De fait, avant d'avoir entendu le discours de mon préopinant, j'avais l'impression que personne n'avait encore fait allusion à la classe de gens dont je voudrais surtout parler cet après-midi.

J'ai l'intention de parler d'autres classes de la population, de gens de notre pays qui vivent dans l'indigence et l'insécurité et, si je le fais, ce n'est pas parce que l'on ne trouve que cette catégorie de gens dans ma circonscription ou même dans l'ensemble du Canada. Je le fais pour deux raisons.

D'abord, ce sont des gens qui ont besoin de porte-parole, de nombreux porte-parole; en outre, je pense que les conditions de pauvreté et d'insécurité qui existent présentement au Canada vont se répandre comme le cancer à d'autres secteurs de la communauté, à moins que nous ne prenions des mesures très pratiques et à longue portée pour les faire disparaître.

Ce ne sont pas les faits qui manquent pour démontrer l'existence de la pauvreté au Canada. On nous en signale de toutes parts—des faits et des études; je vais me borner à rappeler quelques-unes des études les plus récentes.